

Aux Etats-Unis, le campus de Columbia en état de siège

Les tensions liées à la guerre à Gaza ont mené à l'arrestation d'étudiants propalestiniens

REPORTAGE

NEW YORK - correspondant

Milène Klein s'apprêtait à fêter Pessah, la Pâque juive, en famille, lundi 22 avril. Mais cela ne l'a pas empêchée de poursuivre sa mobilisation. Un drapeau palestinien dessiné sur la joue gauche, le mot « juive » écrit sur la joue droite, cette étudiante en philosophie et littératures comparées de 21 ans fait partie des nombreux étudiants juifs de l'université Columbia qui soutiennent le mouvement contre la guerre à Gaza. Le campus new-yorkais, qui compte une forte communauté d'étudiants juifs (5 000 sur 36 000), se déchire depuis des mois sur la guerre entre Israël et la Hamas. Les tensions sont devenues telles que le lieu s'est transformé en camp retranché, avec filtrage des étudiants par la police et une suspension des cours décidée en catastrophe lundi matin, avant des arrestations d'étudiants propalestiniens dans la soirée. « C'est comme s'il y avait eu un coup d'Etat militaire sur le campus. On ne voit plus nos dirigeants, ils nous envoient des mails pour nous dire que ce qui se passe est terrible. Il y a des flics partout sur le campus », confie Milène Klein, qui veut saisir la chance de se faire entendre. « C'est notre responsabilité en tant que juifs de nous lever et de dire que ce qui se passe [à Gaza] est un génocide », estime-t-elle, accusant « des sionistes d'utiliser ce moment pour pousser leur agenda et menacer les étudiants arabes du campus ».

Mais, au cœur de ces tensions, les étudiants juifs aussi se sentent

en danger, agressés verbalement, parfois menacés physiquement, entendant de leurs dortoirs placés à côté de la place centrale du campus des slogans anti-Israéliens, voire antisémites. L'affaire a pris un tour politique, avec un campus et un corps professoral engagés à gauche, une communauté juive inquiète et des républicains ravis d'en découdre avec les universités progressistes et de museler toute critique d'Israël.

« Mesure extraordinaire »

Le président américain lui-même est intervenu, lundi, condamnant les « manifestations antisémites » sur les campus, tout comme « ceux qui ne comprennent pas ce qui se passe avec les Palestiniens ». A Yale, une soixantaine d'étudiants défendant la cause palestinienne ont été arrêtés. Dans le pays, d'autres campus se mobilisent. La crise à Columbia s'est cristallisée mercredi 17 avril. Ce jour-là, la présidente de l'université, Nemat Shafik, 61 ans, une économiste d'origine égyptienne en poste depuis l'été 2023, est auditionnée par une commission du Congrès, celle-là même qui a conduit, en décembre 2023, à la chute des présidentes de Harvard et Pennsylvania. Interrogées par l'équipe trumpiste Elise Stefanik pour savoir si l'appel au génocide des juifs violait le règlement intérieur de leur université, elles avaient répondu que cela « dépendait du contexte ». Nemat Shafik est bien décidée à ne pas commettre l'erreur de ses collègues. « Oui, cela le viole », répond-elle.

Ces auditions oscillent entre le grotesque et le macarthysme. Ainsi, le représentant de Georgie,



Des manifestants propalestiniens occupent l'enceinte de l'université de Columbia, à New York, le 22 avril. DAVID DEE DELGADO/AFP

Rick Allen, décide de citer – approximativement – la promesse de Dieu à Abraham dans la Genèse : « Je bénirai ceux qui béniront Israël, je réprouverai ceux qui maudiront Israël. » « Voulez-vous que Columbia soit maudite par Dieu ? », gronde le républicain. « Bien sûr que non », répond la présidente, aculée. Face à cette commission dominée par les républicains, la présidente assure qu'un professeur qui a exprimé son soutien à Hamas, au Hezbollah et au Jihad islamique après le 7 octobre 2023, « ne travaillera plus jamais à Columbia » et discute de procédures disciplinaires concernant une quinzaine d'étudiants. Elle donne des gages aux républicains, trop au goût de son campus.

Avant même l'audition, sentant le moment propice pour un coup médiatique, le mouvement propalestinien a installé des tentes sur une des pelouses de Columbia pour créer « un camp de solidarité avec Gaza ». La violation du règlement intérieur est flagrante. De retour de Washington, Nemat Shafik envoie un ultimatum aux étudiants, leur donnant jusqu'à 21 heures pour évacuer. En vain. Le lendemain, jeudi, sans consultation de son conseil, elle fait intervenir la police new-yorkaise, une première depuis 1996.

« L'objectif des républicains est de saper, d'embarrasser, d'abîmer les universités d'élite privées »

CHRIS BROWN
professeur d'histoire

« J'ai pris cette mesure extraordinaire parce que ce sont des circonstances extraordinaires », écrit-elle. Cent huit étudiants sont arrêtés et suspendus en attendant un conseil de discipline. Parmi eux, Isra Hirs, la fille d'Ihlan Omar, représentante au Congrès, musulmane d'origine somalienne et figure de la gauche radicale démocrate. Les étudiants s'emparent contre les policiers, les comparant au Ku Klux Klan et à l'armée israélienne. Le campus est bouclé par la police. Durant le week-end, la tension reste très forte. Samedi soir, aux portes du campus, le drapeau israélien d'un étudiant est brûlé. L'étudiant dit avoir reçu des pierres. Les réseaux sociaux s'enflamment. Sur une photo, on voit une jeune femme pointant avec une

pancarte des étudiants juifs : ce sont « les prochaines cibles d'Al-Qassam [du nom des brigades, branche armée du Hamas] ». La représentante Stefanik demande la démission de Nemat Shafik.

Dimanche, le campus est quasiment clos, avec une seule entrée sur dix ouverte. Lundi, la tension culmine avec la suppression des cours en présentiel. « Pour apaiser les rancœurs, (...) tous les cours auront lieu virtuellement », annonce Nemat Shafik, qui reste ferme : « Les propos antisémites, comme tout autre langage utilisé pour blesser et effrayer les gens, sont inacceptables et des mesures appropriées seront prises. »

Consternation

Sur le terrain, les étudiants propalestiniens ont apporté des tentes, environ une centaine, près de trois fois plus qu'avant le démantèlement par la police, en toute impunité. Ils réclament la fin des sanctions contre les étudiants interpellés, la transparence des investissements financiers de Columbia et le désinvestissement des entreprises impliquées dans la guerre à Gaza. Furieux, l'Israëlo-Américain Shai Davidai, professeur à la Columbia Business School, annonce qu'il va se rendre sur le campus. L'entrée lui en est interdite pour

des « raisons de sécurité ». Sur X, il s'insurge : « L'université de Columbia a refusé de me laisser entrer sur le campus. Pourquoi ? Parce qu'ils ne peuvent pas protéger ma sécurité en tant que professeur juif. Nous sommes en 1938. »

Au sein du corps professoral, c'est la consternation, mais dans l'autre sens, comme l'a confirmé une réunion de la faculté des arts et des sciences. Le professeur d'histoire à Columbia Chris Brown ne reproche pas à la présidente d'avoir suspendu les cours : « Il est très difficile de savoir ce qu'il se passe en coulisse, la direction avait peut-être de bonnes raisons » mais « en appelant la police, elle a contribué à une escalade massive ».

L'enseignant pointe l'agenda républicain : « Leur objectif est de saper, d'embarrasser, d'abîmer les universités d'élite privées. » Pendant son audition, regrette-t-il, la présidente « n'a pas défendu la fierté de Columbia ; elle n'a pas présenté la liberté académique comme une valeur ; encore pire, elle a laissé insulter l'université ». Selon le New York Times, M^{me} Shafik devrait faire l'objet d'une motion de défiance présentée, mercredi 24 avril, devant le sénat de l'université, sorte de conseil d'administration de 111 membres. ■

ARNAUD LEPARMENTIER